

PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE

SECRETAIRAT GENERAL

BUREAU DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE
DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

ARRETE N° 96 26 15

PORTANT AUTORISATION DES TRAVAUX ET OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT
DE LA VILLE DE FORT DE FRANCE

LE PREFET DE LA REGION MARTINIQUE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Construction d'un dispositif de transfert
et d'épuration des eaux urbaines résiduaires
et d'un ouvrage de rejet

AUTORISATION PREVUE PAR L'ARTICLE 10
DE LA LOI SUR L'EAU N° 92-3

VU la Directive n° 91.271 du 21 mai 1991 du Conseil des Communautés Européennes relative au traitement des eaux urbaines résiduaires,
VU le code de l'expropriation relatif aux procédures d'enquête d'utilité publique, et notamment ses articles R 11.3 et R 11.14.1,
VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution modifiée par la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
VU la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature,
VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau
VU la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,
VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 précitée,
VU le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié par le décret n° 93.245 du 25 février 1993, pris pour l'application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976,

VU le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs du Préfet et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU le décret n° 87.154 du 27 février 1987 relatif à la coordination interministérielle et à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau,

VU le décret n° 89.3 du 03 janvier 1989 relatif à l'eau potable,

VU le décret n° 93.742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 93.1182 du 21 octobre 1993 relatif à la procédure applicable aux opérations entreprises dans le cadre de l'article 31 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 94.469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

VU les arrêtés ministériels du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 1996 dressant la liste départementale des commissaires-enquêteurs,

VU la décision du Président du Tribunal Administratif de FORT-de-FRANCE en date du 22 avril 1996

VU la pétition et les pièces annexes en date du 28 mai 1996 par laquelle le conseil municipal de la commune de FORT-de-FRANCE sollicite l'autorisation :

- de construire un ouvrage de transfert des effluents collectés à l'actuelle station de traitement de la pointe Simon jusqu'à la station projetée à la pointe Dillon.

- de construire une station de traitement des eaux résiduaires urbaines collectées par le réseau d'assainissement de type boues activées desservant la ville de FORT-de-FRANCE, à la pointe Dillon.

- d'établir et d'utiliser un ouvrage de rejet sur la commune de FORT-de-FRANCE dans la rivière Monsieur, en vue d'évacuer les effluents traités en provenance de la station d'épuration, au titre des rubriques 220, 510 et 520 fixées par le décret n° 93.743 du 29 mars 1993.

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 juin 1989 autorisant la construction et l'exploitation de la station existante de « la cité Dillon » d'une capacité de 25000 Equivalents-habitant.

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 mai 1996 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique,

VU l'avis de la MISEE en date du 25 avril 1996,

VU le rapport du Commissaire Enquêteur en date du 5 juillet 1996,

VU le mémoire en réponse du pétitionnaire en date du 30 juillet 1996,

VU le rapport du Directeur de l'Agriculture et de la Forêt en date du 26 septembre 1996, présenté au Conseil Départemental d'Hygiène en date du 16 octobre 1996,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 16 octobre 1996,

VU l'avis du Directeur des Services Fiscaux en date du 3 octobre 1983,

VU l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté d'autorisation, en date du 15 novembre 1996,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

CHAPITRE I - OBJET DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1er - DEFINITION DU TRAITEMENT

La présente autorisation est accordée à la commune de FORT-de-FRANCE pour un ensemble constitué de:

- deux stations existantes avec leur équipement de rejet
- station de dégrillage et de relèvement de la Pointe Simon
- Station d'épuration de Dillon (25 000 Eq.h.)

- et d'ouvrages à créer :

- nouveaux équipements de refoulement à la pointe Simon
- canalisation de transfert entre les deux stations préexistantes
- nouvelle station d'épuration à Dillon (60 000 Eq.h.)
- ouvrage de rejet en rivière pour l'ensemble.

L'arrêté préfectoral n° 89/1368 du 16 juin 1989 autorisant la construction et l'exploitation de la station de Dillon est abrogé.

Les installations de collecte, traitement et de rejet sont implantées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenues dans les documents figurant au dossier de demande ou programme en tout ce qui n'est pas contraire au présent arrêté.

Sont autorisés aux conditions du présent arrêté :

Rubrique 510.1 : Station d'épuration de capacité supérieure à 120 kg de DBO5 par jour.

L'ensemble d'épuration de type traitement biologique en faible/moyenne charge avec nitrification constitué d'une unité existante de 25.000 équivalent-habitants (traitant les quartiers Est) et d'une unité à construire de 60.000 équivalent-habitants. (traitant les eaux urbaines résiduaires du centre-ville de FORT-de-FRANCE) et du rejet des effluents traités dans la rivière Monsieur avec les capacités nominales suivantes :

| | Unité existante | Unité à créer | Total |
|----------------------------------|-----------------|---------------|-------|
| débit moyen journalier (m3/jour) | 5000 | 12000 | 17000 |
| débit maximum horaire (m3/heure) | 417 | 1000 | 1417 |
| DBO5/ jour (kg) | 1500 | 3600 | 5100 |
| DCO/ jour (kg) | 2775 | 6660 | 9435 |
| MEST/ jour (kg) | 1750 | 4200 | 5950 |
| NTK/ jour (kg) | 325 | 780 | 1105 |

* Rubrique 220.1 : Rejet d'un débit supérieur ou égal à 10 000 m³/j

- l'établissement de l'ouvrage de rejet, en rivière Monsieur, des eaux épurées provenant de l'ensemble du dispositif. (17.000 m³/jour)

* Rubrique 520.1 : Déversoirs d'orage situés sur un réseau d'égout de capacité supérieure à 120 kg de DBO5

- les déversoirs d'orage définis ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES OUVRAGES

La filière de traitement retenue est de type boue activée à moyenne charge avec nitrification.

Les ouvrages comprendront les éléments qualitatifs suivants :

Ouvrages implantés à la Pointe SIMON, rue Ernest Deprøge, à FORT-de-FRANCE

- un prédégrillage par dégrilleur automatique ;

- un poste de refoulement vers la nouvelle station de Dillon (débit de pointe de temps sec 1000 m³/h, et vers le rejet en mer (au-delà de 1000 m³/h, et jusqu'à 2000 m³/h, débit maximum de temps de pluie, poste fonctionnant comme déversoir d'orage) ;

- deux pompes immergées de débit unitaire 1000 m³/h chacune, assurant le rejet en mer des trop plein d'effluents.

Ouvrages de transfert des effluents de la Pointe SIMON, à la nouvelle station de Dillon, par canalisations de diamètre 500 mm empruntant les axes du centre-ville de FORT-de-FRANCE sur une longueur de 2510 mètres.

L'ouvrage autorise le transfert d'un débit de pointe horaire de 1000 m³/h.

Ouvrages implantés à Dillon (FORT-de-FRANCE), sur l'emplacement de la station existante à la Pointe des Grives, section W, parcelle 146, de la matrice cadastrale de la commune de FORT-de-FRANCE

- un dégrillage automatique, en entrée, dimensionné pour accepter un débit maximum de 1315 m³/h, installé parallèlement au dégrilleur existant traitant 310 m³/h ;

- un prétraitement : dessablage - desludage comportant un élément neuf dimensionné pour 1315 m³/h, et un élément existant de 310 m³/h ;

- un traitement biologique se décomposant en :

* un bassin d'aération de 6000 m³, de débit de pointe 1000 m³/h, en complément du bassin d'aération existant. Ce bassin assure l'épuration de la pollution carbonée (voie aérobie) et azotée (nitrification par micro - organismes aérobies).

* un clarificateur, acceptant un débit de pointe de 1000 m³/h, en parallèle au clarificateur existant, avec système de reprise des boues pour réalimenter le bassin d'aération en boue activée.

* un poste de recirculation des boues, pour chaque unité, existante et à créer, permet de réalimenter le bassin d'aération en boue activée (recyclage de 150 % sur le débit journalier moyen).

- deux comptages séparés des eaux épurées sur canal, type venturi, dimensionné pour un débit de pointe correspondant aux débits cumulés des deux unités, existante et à créer, soit 1625 m³/h.

- une stabilisation des boues, éliminant par voie aérobie 45 % des matières volatiles, dans un bassin dimensionné de façon à pouvoir traiter les boues en excès provenant des deux unités de la station de Dillon.

- un traitement des boues stabilisées se décomposant en :

* un épaissement dans un épaisseur herse d'environ 400 m³, en supplément de l'épaisseur existant.

Une déshydratation par centrifugation dans une centrifugeuse traitant 15 m³ de boues épaissies/heure.

Une plate-forme de stockage temporaire des boues pour une durée de production de quinze jours.

un poste de relèvement des colatures, renvoyant toutes les eaux usées, en provenance des différentes phases du traitement, en tête de prétraitement, par pompage. Le poste existant est modifié pour augmenter sa capacité.

CHAPITRE II - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES OUVRAGES

ARTICLE 3 - CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES A L'ETABLISSEMENT DES STATIONS

Le niveau de bruit en limite d'enceinte des stations est inférieur à 60 dBA.

Le réseau d'eau potable interne des stations doit être conçu et exploité (dispositifs anti-retour, clapets . . .) de façon à empêcher toute intrusion, dans le réseau d'eau potable desservant l'installation, des eaux usées des stations d'épuration.

La station comprend un système destiné à recevoir et à traiter les produits de vidange des fosses septiques des secteurs à assainissement individuel de la ville de FORT-de-FRANCE.Celui-ci permettra l'accès des camions et le déchargement de leur effluents en tête de station.

Le pétitionnaire adresse au préfet dans un délai de deux mois à compter de la signature du présent arrêté, une étude sur les possibilités et les conséquences éventuelles d'une panne (en cas de marée de tempête notamment) sur le fonctionnement du système de refoulement de la Pointe Simon à Dillon, et sur le fonctionnement des stations d'épuration de Dillon.

En cas de mise en évidence de conséquences éventuelles pouvant porter des atteintes graves à l'environnement ou à la santé des habitants, le pétitionnaire propose, dans un délai de quatre mois à compter de la signature du présent arrêté, toutes mesures susceptibles de pallier ces inconvénients.

ARTICLE 4 - CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES A L'ETABLISSEMENT DE L'OUVRAGE DE REJET DES EFFLUENTS TRAITES

L'ouvrage de rejet est aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de celui-ci.

Pour le rejet global, les échantillons moyens journaliers pour les paramètres DBO₅, DCO et MES et NTK doivent respecter les concentrations figurant dans le tableau suivant :

5.3 - CONCENTRATION

| | |
|-----------------------|--|
| 0,4 m ³ /s | Débit maximal instantané |
| 17 000m ³ | Volume moyen qui ne peut pas être dépassé pendant aucune période de 24H consécutives |

5.2 - DEBIT

| | |
|-------------|--|
| Paramètres | DBO ₅ DCO MEST NTK |
| Rendement % | 90,0 83,8 91,4 38,5 |

est de :

Pour chacune des unités, le rendement épuratoire entre l'entrée et la sortie

5.1 - RENDEMENT

Les rejets doivent satisfaire à l'une ou l'autre, des conditions suivantes (sur le rendement épuratoire ou la concentration).

ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU REJET DES EFFLUENTS TRAITES ET A L'USAGE DE L'OUVRAGE.

L'ouvrage ne doit pas faire saillie en rivière ni entraver l'écoulement des eaux, ni retenir des corps flottants.

- une canalisation DN 800 regroupe les rejets issus des deux clarificateurs, existant et à créer. Les rejets sont repris dans une canalisation existante DN 700 munie à son extrémité aval d'un clapet anti-retour. Elle est implantée en rive gauche de la rivière Monsieur. Le rejet est effectué par écoulement gravitaire direct.

L'ouvrage présente les caractéristiques suivantes :

| | | | | |
|---|--|------------|--------------------------------------|-------------------------------------|
| La concentration de l'effluent rejeté est inférieure ou égale à : (en mg/l) | Echantillon moyen non décanté non filtré Moyenne mesurée sur 24 H | Paramètres | DBO5 DCO MES Azote kjeldhal | analyse sur échantillon homogénéisé |
| | | | | |
| | | | 25 125 35 40 | |

5.4 - AUTRES CONDITIONS IMPOSEES AU REJET DE L'EFFLUENT

5.4.1 - *Température*

La température instantanée doit être inférieure à 28° C.

5.4.2 - *PH*

Le PH doit être compris entre 6 et 8,5

5.4.3.- *Couleur*

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

5.4.4.- *Substances capables d'entraîner la destruction du poisson*

L'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction ou la contamination du poisson, ni de gêner la reproduction du poisson ou de la faune benthique ou présenter un caractère létal à leur rencontre après mélange avec les eaux réceptrices à 50 mètres du point de rejet et à 2m de la berge.

5.4.5 - *Odeur*

L'effluent ne doit dégager aucune odeur putride ou ammoniacale avant ou après cinq jours d'incubation à 20°C.

Toute modification de traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci, tout changement aux ouvrages susceptible d'augmenter le débit de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle demande du permissionnaire.

ARTICLE 6 - DISPOSITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU TRAITEMENT ET A LA DESTINATION DES DECHETS ET BOUTES RESIDUAIRES

Le permissionnaire doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et des boues résiduaires produits.

6.1 - DECHETS DE PRETRAITEMENT : refus de dégrillage, sables, graisses

- Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. Les destinations seront précisées au préfet, avant la mise en service, et en cas de changement de destination.

6.2 - BOUES BIOLOGIQUES

- Les boues provenant du traitement des eaux ne pourront être utilisées en agriculture que si elles sont conformes aux spécifications énoncées au titre 4 de la norme NFU 44.041.

La convention de mise à disposition des boues de la station d'épuration de Dillon au fabricant de compost ANTENOR constitue, à compter de la mise en route de la station de Dillon, le cadre juridique de l'élimination des boues. La convention mentionne l'estimation de la quantité de boues produite annuellement par la station de DILLON, prévue à l'article 14-4.

La ville de FORT-de-FRANCE fournit un dossier complet et explicite donnant toutes les garanties de performance et de continuité du système de valorisation des boues, dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté.

Si ce dossier ne peut être constitué, la ville de FORT-de-FRANCE proposera une autre filière d'élimination des boues produites conforme à la réglementation en vigueur, dans un délai de neuf mois à compter de la signature du présent arrêté.

CHAPITRE III - INSERTION DES OUVRAGES DANS LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE FORT DE FRANCE

ARTICLE 7 - PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE FORT DE FRANCE (ARRETE DU 22 DECEMBRE 1994 DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT)

Comme le recommande l'étude d'impact du projet, établie par le pétitionnaire, la Commune de FORT-de-FRANCE communiquera au préfet, dans un délai de deux (2) ans à compter de la publication du présent arrêté, un programme pluriannuel d'assainissement, dans lequel figureront les ouvrages qui y sont autorisés, ainsi que les autres ouvrages existants, avec la zone d'assainissement collectif que chacun d'entre eux doit drainer.

Ce programme prévoit la mise en conformité des réseaux d'assainissement, la réduction d'eaux claires, l'identification de tous les rejets d'assainissement dans le milieu naturel, l'aménagement des déversoirs d'orage, la création de bassins d'orage, ainsi que le taux de raccordement des branchements à atteindre aux fins d'optimiser le fonctionnement de la station et de préserver le milieu naturel. La séparation des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées doit être progressivement achevée.

Un diagnostic annuel de réseau et de branchement, évaluant le taux de raccordement au réseau d'assainissement collectif, est communiqué par la commune de FORT-de-FRANCE au préfet avant le 15 mai de chaque année pour l'année précédente. Le premier diagnostic, relatif à l'année 1997, décrit l'état initial des réseaux, et constitue « l'état zéro » sur la base duquel la commune établit ses schéma et programme d'assainissement.

Ces documents, diagnostic, schéma, et programme d'assainissement, sont soumis à l'examen du Comité Départemental d'Hygiène.

Dans la même optique, un système de dépotage destiné à traiter les effluents provenant de la vidange des fosses septiques, est implanté à la station de Dillon.

De même, les conditions de fin d'exploitation et l'impact de l'arrêt éventuel d'autres stations seront précisées dans les mêmes délais.

La mise en place d'un Plan d'Assurance Qualité (PAQ), contrôle global de la bonne réalisation et de la bonne marche des installations, sera effectuée par la Commune de FORT-de-FRANCE comme indiqué à l'article 6.1.2 de l'étude d'impact. Dans le cadre de ce PAQ, la fiabilité des installations aura été testée et la formation du personnel permettra le respect de l'article 13 de l'arrêté du 22 décembre 1994 du ministre de l'Environnement.

ARTICLE 8 - ACTIVITES INDUSTRIELLES, ARTISANALES OU COMMERCIALES

Chaque branchement, industriel, artisanal ou commercial, effectué sur les réseaux de la Commune de FORT-de-FRANCE, doit être précédé d'une convention de déversement.

Cette convention fixera les droits et obligations de l'abonné et déterminera notamment les débits et les flux journaliers, moyens et de pointe, pour les paramètres caractéristiques de pollution.

Le projet de convention sera communiqué pour avis au préfet.

Pour chaque nouvelle implantation d'activité ou pour toute extension d'activité entraînant de nouvelles conditions de rejet, cette convention sera établie avant raccordement de ces installations.

Pour les activités existantes, ces conventions seront établies dans un délai de six mois, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Un bilan annuel nominatif des pollutions sur le réseau (somme des flux des conventions) sera établi et confronté avec les capacités d'épuration de la station. Ce bilan annuel sera transmis avec les nouvelles conventions, au service chargé de la Police des Eaux.

CHAPITRE IV - EXECUTION DES TRAVAUX ET MISE EN MARCHÉ DE LA STATION

ARTICLE 9 - EXECUTION DES TRAVAUX ET PRESERVATION DE LA QUALITE DES EAUX :

A tout moment, les agents chargés de la Police des Eaux doivent avoir libre accès au chantier.

Le bénéficiaire de l'autorisation doit prévenir le préfet, huit jours au moins à l'avance, de la date de début des travaux.

Lors des travaux de construction de la station d'épuration, il est interdit de stocker des hydrocarbures, huiles, graisses ou tout produit polluant, de faire l'entretien ou le lavage des engins sur le site, de stocker ou de brûler des déchets qui devront être évacués dans une déchARGE autorisée à recevoir ces produits.

Les travaux de construction de la nouvelle station d'épuration à Dillon, ne doivent pas affecter de façon significative le fonctionnement de la station existante. Oxygénation et relevage, notamment, ne doivent pas être arrêtés.

ARTICLE 10 - MISE EN MARCHÉ DE L'ENSEMBLE DES OUVRAGES

Un contrôle de mise en marche des nouvelles installations sera effectué par un organisme indépendant. Celui-ci sera choisi sur proposition du pétitionnaire, et avec l'accord du préfet. Les résultats de ce contrôle seront communiqués au préfet.

Les paramètres mesurés à cette occasion seront les suivants :

- essai d'oxygénation, mesurant la capacité d'oxygénation selon le protocole établi par le CEMAGREF d'ANTONY, cellule étude et gestion de milieux aquatiques, dans la note «comment réussir un essai d'oxygénation» ;

- étalement des pompes, avec mesures de débit et de performance ;

- contrôle d'étanchéité sur la conduite de refoulement de la Pointe Simon à Dillon.

Six mois après la mise en route effective, un bilan global portant sur l'ensemble des paramètres mesurés dans le programme d'auto-surveillance, sera réalisé. Les résultats en seront communiqués sans délai au préfet.

ARTICLE 11 - RECOLEMENT

A l'achèvement des travaux, il est procédé à leur recollement. A cette fin, la commune transmet au préfet, un dossier de recollement constitué de toutes les pièces techniques et graphiques nécessaires à la parfaite connaissance des ouvrages tels qu'ils ont été réalisés et de leur mode de fonctionnement.

CHAPITRE V - CONTROLE - SURVEILLANCE

ARTICLE 12 - CONTROLE

1 2.1 - DISPOSITIONS GENERALES

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police de l'eau.

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau et de la santé publique, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Le permissionnaire tiendra à disposition des personnes mandatées pour les contrôles un plan d'ensemble permettant de reconnaître, sur un seul document, l'ossature générale du réseau avec les ouvrages spéciaux de quelque importance. Sur ce plan, doivent figurer notamment les secteurs de collecte, les points de branchement, regards, postes de relevage, déversoirs d'orage, vannes manuelles et automatiques, postes de mesure.

Ce plan devra être mis régulièrement à jour, notamment après chaque modification notable, et daté.

1 2.2 - CONTROLE DU DISPOSITIF D'AUTOSURVEILLANCE

Le service chargé de la police de l'eau est habilité à vérifier la qualité du dispositif de surveillance mis en place et d'examiner les résultats fournis par le pétitionnaire.

Le service chargé de la police de l'eau peut s'assurer par des visites périodiques de la bonne représentativité des données fournies et de la pertinence du dispositif mis en place.

A cet effet, il peut mandater un organisme indépendant, choisi en accord avec l'exploitant et aux frais de ce dernier.

Celui-ci adresse, à la fin de chaque année calendaire, au service chargé de la police de l'eau, un rapport justifiant la qualité et la fiabilité de la surveillance mise en place, basé notamment sur un calibrage avec un laboratoire agréé et la vérification de l'ensemble des opérations (prélèvement, transport, stockage des échantillons, mesure analytique et exploitation).

1 2.3 - CONTROLES INOPINES

Le service chargé de la police des eaux peut procéder à des contrôles inopines sur les paramètres mentionnés au présent arrêté. Dans ce cas, un double de l'échantillon est remis à l'exploitant. Le coût des analyses est mis à la charge de celui-ci.

Le service chargé de la police de l'eau examine la conformité des résultats de l'autosurveillance et des contrôles inopines aux prescriptions fixées par l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 13 - POINTS DE MESURE

La permissionnaire installe les dispositifs nécessaires à la mesure des charges hydrauliques et polluantes, de telle sorte que les résultats de traitement individuels de chaque unité puissent être confrontés avec les chiffres du rejet global.

Ainsi des points de mesures de débits et de prélèvement sont aménagés :

- En tête de station : à la Pointe Simon, et à Dillon (chacune des unités),

- En sortie de station d'épuration, en deux points :

à Dillon ancienne station,

à Dillon nouvelle station.

Lorsque la mesure se fait dans un canal à surface libre, les points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime de l'écoulement, etc) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité ainsi que l'aménage du matériel de mesure.

ARTICLE 14 - PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE (arrêté du 22/12/1994)

Le permissionnaire assure à ses frais l'autosurveillance de son rejet et de l'impact de celui-ci dans le milieu récepteur conformément au programme ci-après :

14.1 - AUTOSURVEILLANCE DU FONCTIONNEMENT DES STATIONS

Les stations de Pointe Simon et de Dillon sont munies de dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits, et de prélèvements automatiques asservis au débit :

- mesure en continu 24 heures par jour, et 365 jours par an des débits amont et aval de chacune des stations.

- Prélèvements aux fins d'analyses d'échantillons sur 24 heures, proportionnellement au débit, sur l'effluent à l'entrée et à la sortie de chacun des deux éléments de la station de Dillon, comme indiqué au paragraphe 6.2.2. de l'Etude d'Impact du projet réalisé par le pétitionnaire. La fréquence annuelle de ces mesures, réparties au prorata des capacités en DBO5 des deux unités, est récapitulée au tableau suivant :

| Paramètre | Fréquence globale des mesures (pr 5100 kg DBO5/l) | station existante | | station à créer |
|-----------|--|-------------------|----|-----------------|
| | | à DILLON : | | |
| MES | 104 | 31 | 73 | |
| DBO5 | 52 | 15 | 37 | |
| DCO | 104 | 31 | 73 | |
| NTK | 24 | 7 | 14 | |
| NH4 | 24 | 7 | 14 | |
| NO2 | 24 | 7 | 14 | |
| NO3 | 24 | 7 | 14 | |
| PT | 24 | 7 | 14 | |

Le planning des mesures sera envoyé pour acceptation au plus tard le 31 décembre de chaque année, pour l'année suivante, au service chargé de la police de l'eau.

Les paramètres à doser sont les suivants : DBO5, DCO, MES, NO2, NO3, NH4, Azote total (en N), P total, selon les normes d'analyses en vigueur.

Pour assurer la qualité des résultats, les échantillons de l'auto-surveillance sont habituellement analysés par un laboratoire agréé pour l'assainissement. L'exploitant doit conserver au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

Règles de tolérance par rapport aux paramètres DBO5 - DCO - MES et NTK

Ces paramètres sont jugés conformes si le nombre annuel d'échantillons journaliers non conformes aux seuils concernés par les articles 5.1 ou 5.3, est inférieur au nombre figurant dans le tableau ci-dessous:

| Paramètre | Nombre d'échantillons prélevés dans l'année | Nombre maximal d'échantillons non conformes |
|-----------|---|---|
| | | |
| DBO5 | 52 | 5 |
| DCO | 104 | 9 |
| MES | 104 | 9 |
| NTK | 24 | 3 |

Ces paramètres doivent toutefois respecter le seuil suivant :

| Paramètre | Concentration maximale |
|-----------|------------------------|
| | |
| DBO5 | 50 mg/l |
| DCO | 250 mg/l |
| MES | 85 mg/l |

Transmission des résultats d'autosurveillance

Les résultats sont transmis chaque mois par le pétitionnaire au service chargé de la police de l'eau. Ces documents doivent comporter :

- l'ensemble des paramètres visés au présent arrêté et le tableau relatif à la fréquence des mesures, et en particulier, le rendement de l'installation de traitement ;
- les dates des prélèvements et des mesures, qui doivent être en conformité avec le planning prévisionnel ;

- l'identification des organismes chargés de ces opérations.

Dans le cas de dépassement des seuils autorisés par le présent arrêté, la transmission est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

14.2 - AUTOSURVEILLANCE DU FONCTIONNEMENT DU SYSTEME D'ASSAINISSEMENT

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité doivent être enregistrés (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues ...).

Le suivi du réseau de canalisations doit être réalisé par tout moyen approprié (inspection télévisée décennale). Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour.

Un registre est mis à la disposition du service chargé de la police de l'eau comportant l'ensemble des informations exigées dans le présent article. Un rapport de synthèse est adressé avant le 1er juillet de chaque année, pour l'année antérieure, à ce service.

14.3 - AUTOSURVEILLANCE DE L'IMPACT SUR LE MILIEU NATUREL

La ville de FORT-de-FRANCE est chargée d'établir un programme de surveillance du milieu récepteur des eaux de la station d'épuration de Dillon. La surveillance porte sur la rivière Monsieur où s'effectue le rejet et sur la zone du milieu marin situé à proximité de son embouchure.

Le programme de surveillance suivra le protocole décrit à l'article 6.3 de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation.

En raison de ses compétences dans le domaine de la pollution marine, la DIREN de la Martinique sera consultée sur le protocole de suivi mis en place et sur les résultats obtenus.

En particulier, la ville de FORT-de-FRANCE soumettra à l'avis de la DIREN dans un délai de 6 mois (à compter de la date de signature du présent arrêté) le programme de mesures concernant l'étape préliminaire décrite à l'article 6.3.1. de l'étude d'impact : « SURVEILLANCE DE LA RIVIERE » et le programme des volets « courantologie » et « qualité de l'eau et des sédiments » mentionnés à l'article 6.3.2. « SURVEILLANCE DU MILIEU MARIN ». L'étape préliminaire concernant la rivière Monsieur doit être terminée et ses résultats transmis au service de police de l'eau et à la DIREN avant la mise en service de la nouvelle station.

Dans le cas où la qualité des eaux de la rivière Monsieur, caractérisée par l'évolution des paramètres analysés à l'amont de la station, s'améliore sensiblement (passage de la rivière en catégorie B), le pétitionnaire est tenu d'engager à ses frais une étude portant sur la réalisation d'un émissaire en mer pour les rejets de la station, et de la présenter au Préfet dans un délai d'un an après constatation de l'amélioration de la qualité des eaux de la rivière Monsieur.

14.4 - ~~AUTOSURVEILLANCE~~ DES SOUS PRODUITS (BOUES)

Le permissionnaire assure à ses frais l'évaluation des quantités de boues produites ainsi que de leur poids en matière sèche. ~~Après~~ ~~Enfin~~, il effectuera cent quatre (104) analyses par an.

CHAPITRE VI - PRESCRIPTIONS GENERALES

ARTICLE 15 - ACCES AUX INSTALLATIONS

Le terrain d'implantation des ouvrages est clôturé et l'accès en est autorisé uniquement aux personnes chargées de l'entretien des installations aux personnes autorisées par le Maire et aux fonctionnaires de l'Etat habilités.

La clôture est en outre doublée d'une plantation végétale dense assurant un rôle efficace d'écran.

ARTICLE 16 - ENTRETIEN DES OUVRAGES

Les installations devront toujours être conformes aux conditions de l'autorisation et maintenues en bon état.

Le permissionnaire prend toutes dispositions dans la conception et l'exploitation du réseau de collecte et des ouvrages essentiels afin d'éviter le rejet d'eaux brutes dans le milieu naturel.

Les ouvrages de collecte et de déversement doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examen périodiques appropriés. En particulier, tout déversement par temps sec des déversoirs d'orage est strictement interdit.

Lorsque des travaux de réfection ou d'entretien sont envisagés, nécessitant une modification des conditions normales de fonctionnement des stations, le service chargé de la police de l'eau sera avisé au moins un mois à l'avance.

De même, tout arrêt inopiné de fonctionnement devra être signalé à ce service, au titre de la Police des Eaux.

Les deux alinéas qui précèdent ne se substituent pas aux obligations de déclaration ou d'information dans les formes prévues par la réglementation.

ARTICLE 17 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS - RETRAIT DE L'AUTORISATION

Les prescriptions de la présente autorisation pourront être modifiées ou adaptées en fonction des exigences du milieu aquatique. Il en serait ainsi en particulier si les flux de pollution rejetés par la station s'avéraient incompatibles avec la préservation du milieu naturel ou avec les usages principaux de l'eau.

Dans cette éventualité, le point de rejet de la pollution résiduelle de la station d'épuration pourra être modifié.

L'autorisation pourra aussi être retirée dans le cadre de l'exercice des pouvoirs de police de l'Etat, dans les conditions prévues par la réglementation.

Il en est de même en cas d'observation des prescriptions fixées notamment à l'article 4 ou des règles additives ultérieures.

Par ailleurs, toute modification de traitement des effluents ou de leur origine ayant un effet sur l'importance ou la composition des rejets devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

ARTICLE 18 - CARACTERE DE L'AUTORISATION

Lorsque le bénéfice de l'autorisation ou de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de demande d'autorisation ou au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au Préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'installation, doit faire l'objet d'une déclaration par l'exploitant ou à défaut par le propriétaire auprès du Préfet, dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il est donné acte de cette déclaration.

Tout incident ou accident intéressant l'ouvrage entrant dans le champ d'application du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 doit être déclaré dans les conditions fixées à l'article 18 de cette loi.

Le Préfet peut décider que la remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation ou à une nouvelle déclaration, si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, de l'industrie, de la salubrité publique, ou de la sécurité civile, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

ARTICLE 19 - RÉSERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 20 - DURÉE DE L'AUTORISATION ET MODALITÉS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La présente autorisation est accordée pour une durée de dix huit (18) ans.

Elle sera périmée au bout de deux (2) ans, à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

Le permissionnaire s'acquittera auprès de la Direction des Services Fiscaux de la redevance d'occupation du Domaine Public.

ARTICLE 21 - RENOUVELLEMENT EVENTUEL DE L'AUTORISATION

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra, dans un délai de un an au plus et de six mois au moins avant la date d'expiration du délai d'autorisation, en faire la demande, par écrit, au Préfet en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

ARTICLE 22 - INCIDENCE FINANCIERE ET NOTIFICATION

Toutes les incidences financières directes ou indirectes susceptibles de découler de l'exécution du présent arrêté seront à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.

Par ailleurs, toute modification, adaptation des prescriptions ou révocation de l'autorisation, ne pourra faire l'objet d'aucune indemnité compensatrice.

Toutes les notifications sont valablement faites au permissionnaire en mairie de FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 23 - PUBLICATION ET EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur régional de l'environnement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la mairie de FORT-DE-FRANCE.

A FORT-de-FRANCE, le

02 DEC. 1996

LE PREFET,

Le Préfet de la Région Martinique

Signé Jean-François CORDET

Pour ampliation
Le Chef de Bureau délégué
M. JOUYE